

LE GRAND MYTHE...

Mythe : ce qui n'a pas d'existence réelle. On dit qu'en politique la justice et la bonne foi sont des mythes.
Littré

40 ans après, Mai 68 devient un mythe... Politiciens de tous bords, médias au service du pouvoir, sans parler des «politologues» (sic) rivalisent de zèle pour faire d'un «monôme» d'étudiants et d'une grève générale manquée un événement. Après les événements: L'EVENEMENT.

Pour avoir, en son temps, participé activement à ces fameux événements, je me crois autorisé à apporter mon point de vue.

Personnellement j'ai cru, à tort, que les étudiants, c'est-à-dire une petite bourgeoisie à la recherche éperdue d'un impossible absolu, pourrait servir de détonateur à la «grève générale» devenue, elle aussi, une sorte de mythe permettant à la classe ouvrière de remplir ce que les marxistes appellent «sa mission historique», c'est-à-dire remplacer la classe capitaliste par celle des bureaucraties d'état dont certains peuples ont pu, hélas, faire la cruelle expérience.

Pas étonnant dans ces conditions, que tous les politiciens de l'extrême droite à l'extrême gauche utilisent mai 68 pour nourrir et justifier ce qui les unit tous: l'appétit du pouvoir.

La vérité est que, du point de vue de la classe ouvrière et plus largement de tous les démocrates, mai 68 s'est soldé par une défaite sévère dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences.

De ce point de vue, reconnaissons que les gens de la C.F.D.T. ont raison de considérer que le principal acquis de 68 a été «la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise» qui remet, fondamentalement en cause le rôle et la place du «syndicalisme confédéré».

Mai 68, et tous les bavardages n'y pourraient rien changer, s'est inscrit dans une politique réactionnaire remettant en cause, la démocratie représentative, principal acquis des «siècles des lumières». La réaction avait, d'ailleurs, commencé avant la dernière guerre mondiale, notamment lorsque Jean ZAY, Ministre de l'Instruction publique du gouvernement du *Front populaire*, avait transformé son ministère en celui de «l'Education Nationale». Elle s'est poursuivie dans la confusion (qui n'avait, au sens ouvrier du terme, rien de «révolutionnaire») de la Libération quand, grâce aux appareils dirigeant des organisations politiques et syndicales «se réclamant de la classe ouvrière», les principaux «acquis» de la «révolution nationale» de Vichy purent être sauvegardés (notamment les fameux «comités sociaux» de Pétain devenus «Comités d'entreprise»).

Vu sous cet angle, Vichy ne fut finalement qu'un épisode de la destruction systématique des conquêtes de la Révolution française.

Notons, en passant en 1948, et à titre d'exemple, la transformation de la «déclaration des droits de l'homme et du citoyen» de la Révolution française, en «déclaration des droits de l'homme», ce qui, juridiquement, ne veut rigoureusement rien dire!

Mais il me faut conclure: il est probable, qu'une fois de plus, mes propos vont être jugés iconoclastes par tous les moutons bêlants qui cherchent désespérément un «bon pasteur» et qui refusent de voir la réalité en face: *Il est effectivement minuit dans le siècle!*

Pour autant, la société demeure aujourd'hui comme hier, divisée en classes avec toutes les conséquences que chefs ou petits chefs n'ont aucun pouvoir d'empêcher!

Alexandre HEBERT.